

Les procureurs espagnols demeurent inflexibles face aux dirigeants indépendantistes catalans

Espagne La dernière audience aura lieu le 13 juin, mais les conclusions du ministère public sont maintenant définitives.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

C'est une privation de liberté injustifiée", a déclaré ce vendredi Meritxell Budó, porte-parole du gouvernement catalan. C'était à la sortie d'une réunion extraordinaire du cabinet du président de Catalogne, Joaquim Torra, et au lendemain de la publication du rapport d'un groupe d'experts lié au Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui vient de juger "arbitraire" l'incarcération de plusieurs dirigeants indépendantistes, en préventive depuis plus d'un an et demi.

Le procès de ces douze dirigeants indépendantistes devant le Tribunal suprême (TS) arrive à son terme. Les procureurs ont réitéré mercredi leurs demandes de peines allant jusqu'à 25 ans de prison contre Oriol Junqueras (ERC, Gauche républicaine de Catalogne), ancien vice-président de Carles Puigdemont (JxCat, Ensemble pour la Catalogne).

La réponse de Madrid

"L'Espagne demande aux Nations unies de revoir leur rapport rempli d'erreurs et d'approximations", a déclaré Isabel Celáa, ministre porte-parole du gouvernement espagnol. À travers son ambassadeur aux Nations unies, à Genève, l'Espagne a soulevé "le conflit d'intérêts" entre deux membres du Conseil de détentions arbitraires de l'Onu - José Guevara (Mexicain) et Seong-Phil Hong (Sud-Coréen) - qui auraient des relations étroites avec Ben Emmerson, l'avocat de trois indépendantistes jugés à Madrid.

Procureurs inflexibles

Ce dernier "échange de coups", par le biais des Nations unies, entre Madrid et Barcelone se déroule alors que le procès est entré dans sa dernière ligne droite. L'équipe des procureurs a requis une fois de plus 25 ans de prison contre Oriol Junqueras pour rébellion et malversation de fonds publics; 16 ans contre Joaquim Forn, Jordi Turull et Josep Rull (tous JxCat et

tous anciens ministres régionaux); et la même peine contre Raül Romeva (ERC, ancien responsable de relations extérieures du gouvernement catalan) et Dolors Bassa (ERC, ex-ministre catalane du Travail). Dix-sept ans de prison ont encore été requis contre Carme Forcadell (ancienne présidente du Parlement catalan) et les deux "patrons" des principales associations souverainistes, Jordi Sánchez et Jordi Cuixart.

Les quatre procureurs ne sont pas sur la même longueur d'onde que l'avocat général de l'État. En effet, ce dernier n'a pas retenu l'accusation de rébellion mais soutient celles de sédition et de malversation de fonds publics. Il réclame de son côté une peine de 12 ans contre Junqueras et n'a pas retenu l'accusation de détournement de fonds publics contre Cuixart, Sánchez et Forcadell. D'autres, comme Santi Vila - qui a quitté son poste de ministre régional la veille de la déclaration d'indépendance du 1^{er} octobre 2017 - est poursuivi pour malversation et une peine de sept ans est requise contre lui.

Des débats télévisés

Les plaidoiries de la défense auront lieu la semaine prochaine. Les avocats devraient plaider l'innocence pour tous les accusés.

Les séances du Tribunal suprême s'enchaînent depuis seize semaines sur les petits écrans de la télévision espagnole. Un vrai feuilleton suivi assidûment par des milliers de spectateurs.

Quatre cents témoins se sont succédé à la barre: experts de toute sorte, policiers nationaux, policiers catalans... Des centaines de vidéos ont été projetées avec, parfois, les mêmes images utilisées avec des objectifs bien différents par les procureurs ou les avocats. Les images de scènes de violences sont en effet au centre des débats car elles seules peuvent juridiquement justifier les accusations de rébellion portées par les procureurs mais qui n'ont pas été retenues par l'avocat général de l'État.

La décision finale du Tribunal suprême est attendue pendant l'été.